

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES  
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement  
Réf : DACI/BDE/SV/MB/n°  
C:\travail\ISOICHEM\Arrêtés\AP MD Isoch.doc

N° 1 4 4

**ARRÊTÉ**

de mise en demeure à l'encontre de la  
société ISOICHEM – chemin de la Loge à  
TOULOUSE

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre du Mérite

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2008 réglementant les activités que la société ISOICHEM exploite chemin de la Loge à TOULOUSE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 novembre 2008, faisant suite à la visite d'inspection de l'établissement réalisée le 7 octobre 2008 ;

Considérant que l'inspection du 7 octobre 2008 a mis en évidence un non respect de certaines prescriptions des points 7.2 et 7.3 de l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000 susvisé ;

Considérant que le système de gestion de la sécurité n'a pas été mis à jour depuis avril 2004 malgré des demandes de l'inspection des installations classées et les engagements écrits de la société ISOICHEM ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser sa situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

## A R R Ê T E

**ARTICLE 1er** – La société ISOCHEM est mise en demeure :

- d'ici la fin de l'année 2008, de mettre à jour le système de gestion de la sécurité du site de TOULOUSE,
- dans un délai de **trois mois**, de réaliser un planning d'audits permettant de répondre aux objectifs fixés par le point 7.2 de l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000 susvisé,
- dans un délai de **trois mois**, de réaliser a minima un audit prévu au planning exigé ci-dessus,
- dans un délai de **trois mois**, de formaliser un compte-rendu de la revue de Direction relatif à l'activité de la société sur l'année 2008 sur le site de TOULOUSE afin de répondre aux exigences du point 7.3 de l'annexe III de l'arrêté du 10 mai 2000 susvisé.

**ARTICLE 2** – A défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1<sup>er</sup>, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**ARTICLE 3- Délai et voie de recours.**

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

**ARTICLE 4 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
Le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement  
inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Toulouse, le

4 DEC. 2008

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Haute-Garonne

Patrick CREZE